

La **sécurité ferroviaire** est une chose trop importante pour la laisser aux mains des entreprises privées !



Nos organisations syndicales, réunies à São Paulo les 4 et 5 juillet 2016, confirment les engagements déjà pris lors de précédentes réunions et concrétisées par nos actions respectives dans chacun de nos pays :

- ❑ Les politiques nationales et internationales qui privatisent toutes les infrastructures ferroviaires, remettent en cause radicalement le droit à la mobilité et la sécurité.
- ❑ Priorité doit être donnée aux réseaux, voyageurs et marchandises, les plus utiles à la population, et non en fonction d'intérêts financiers étrangers au bien public. Les réseaux locaux, les transports du quotidien doivent être renforcés.
- ❑ Avoir un chemin de fer public et au service de la population est l'une des priorités pour assurer la sécurité. Avoir une entreprise unique est plus sûr et plus efficace que plusieurs entreprises avec chacune ses propres procédures de sécurité qui peuvent diverger.
- ❑ La gestion des infrastructures et le transport ferroviaire doivent donc être assurés par une entreprise unique. Celle-ci doit être publique, car les entreprises privées, dont le seul but est la rentabilité financière pour leurs actionnaires, ne feront jamais les investissements nécessaires sur l'infrastructure.
- ❑ La mise en place de personnel en nombre suffisant, formé, avec des conditions de travail correctes et disposant d'un emploi non précaire est aussi une condition indispensable pour la sécurité du système ferroviaire.
- ❑ Dans les chemins de fer comme dans les autres secteurs, nous devons poser la question du pouvoir des travailleurs et des travailleuses ; pour la sécurité, pour la qualité de service, pour les conditions de travail et de vie, et pour que les choix et décisions correspondent à l'intérêt commun, c'est la meilleure garantie ! « *Puisque personne ne travaille pour toi, que personne ne décide pour toi !* »

Organisations signataires :

- Réseau syndical international de solidarité et de luttes.
- Réseau Rail Sans Frontière.
- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers - Trades Union Congress (RMT) - Grande-Bretagne.
- Solidaires Transport, Fédération SUD-Rail, Solidaires Groupe RATP - (Solidaires) – France.
- Sector Federal Ferroviário - Confederación General del Trabajo (SFF/CGT) - Etat espagnol.
- Organisation Démocratique du Rail – Organisation Démocratique du Travail (ODR/ODT) – Maroc.
- Syndicat Unitaire des Travailleurs du Rail – Conf.Nat. des Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (SUTRail/CNTS FC) - Sénégal.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA – Conf. Nat. de Travailleurs du Sénégal (SNTPTB/CNTS) – Sénégal.
- Syndicat des travailleurs du rail - Union Nationale des Travailleurs du Mali (SYTRAIL/UNTM) – Mali.
- Fédération Générale des Chemins de Fer Tunisiens - Union Générale Tunisienne du Travail (FGCFT/UGTT) – Tunisie.
- Amalgamated Transit Union (ATU) - Etats Unis et Canada.
- Federación Nacional de Metroviarios de Brasil (FENAMETRO) – Brésil.
- Associazione Giu le mani dall'Officina Ffs Bellinzona – Suisse.
- Sindicato Ferroviário - Confederación intersindical (SF/Intersindical) - Etat espagnol.